

Prise de parole de l'intersyndicale des Retraités 37 (CGT, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, FO, FSU, Solidaires) à la fin de la manifestation du 24 Mars 2022.

Chers amis, chers camarades,

En ce 24 mars, **les retraités et retraitées sont à nouveau dans la rue pour les pensions, la santé et les services publics**. Notre dernière manifestation avait rassemblé près de 25 000 personnes à Paris le 2 décembre 2021.

Nos pensions décrochent chaque année et baissent régulièrement au regard du coût de la vie. Fin janvier 2022, les pensions ont été augmentées de 1,1% alors que l'inflation annuelle évaluée par l'INSEE a été de 2,9% fin janvier et 3,6% fin février.

En dix ans, nous avons perdu près de 10% de nos pensions.

Pourquoi a-t-il fallu les scandales ORPEA et Korian pour que les médias s'intéressent à la situation des personnes très âgées dans les EHPAD publics et privés, situation que nos organisations dénoncent depuis des années ?

Les retraité-es ne sont pas un coût mais une richesse : les pensions qu'ils et elles perçoivent sont un droit issu des cotisations versées au long de leur vie de travail et elles alimentent le dynamisme de l'économie. De plus nous faisons vivre nombre d'associations culturelles, solidaires ou sportives et nous pallions bien souvent au manque cruel de structures de garde d'enfants.

Nous n'accepterons jamais que les personnes retraitées soient sciemment appauvries et volontairement sacrifiées !!!

Aujourd'hui, nous manifestons dans les régions et les départements pour dire notre colère et nos revendications. En pleine période électorale présidentielles et législatives, nos organisations tiennent à imposer le social dans l'actualité et rappellent leurs revendications :

Pour maintenir le pouvoir d'achat des retraités et des retraitées nous exigeons :

- **Le retour à l'indexation de nos pensions sur les salaires !** C'est la désindexation, depuis 1987, qui a entraîné une baisse continue des pensions. Alors que les entreprises du CAC 40 ont enregistré 137 milliards d'euros de profit en 2021, que les grandes banques ont réalisé plus de 31 milliards d'euros de profit, il est inadmissible que des retraités perçoivent moins de 800 euros par mois.
- **Pas de pension inférieure au SMIC !**
- **Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat** équivalent à un mois de pension par an.
- **L'annulation de la hausse de la CSG** de 1,7 point décidée par le gouvernement actuel en 2017 !
- **Le rétablissement de ½ part fiscale supplémentaire** pour les parents isolés, les veufs-veuves qui a été injustement supprimée !

- **L'amélioration des pensions de réversion** versée aux conjoints-es survivants-es !

En ce qui concerne la Santé :

La situation sanitaire des EHPAD est le résultat d'un sous-investissement drastique de l'Etat, des régions et des gouvernements successifs dans les établissements des retraité-es, ce que la création d'une 5e branche autonome ne ferait qu'entériner, faute de moyens suffisants en personnels et en dotations.

Aussi, **nos 9 organisations exigent :**

- **La prise en charge de l'autonomie par la branche Assurance maladie de la Sécurité Sociale** et la création d'un grand service public de l'autonomie.
- **La création de 300 000 postes dans le secteur médico-social**, 200 000 dans les EHPAD et 100 000 dans l'aide à domicile.
- **La création de lits d'EHPAD** pour faire face aux besoins et arriver à **1 soignant pour 1 résident** alors que nous sommes à **0,63** actuellement tout personnel confondu, soit 0,3 soignant pour 1 résident.
- **L'amélioration de la situation professionnelle des personnels médico-sociaux** par une meilleure formation et de meilleures rémunérations, dignes des services rendus.

La situation de l'hôpital public nous inquiète profondément car nous sommes persuadés que des milliers de décès auraient pu être évités si 1 700 postes n'avaient pas été supprimés l'an passé et plus de 100 000 autres dans la dernière décennie : on meurt du manque de lits de réanimations autant que de la COVID19 elle-même en France.

- Non aux suppressions de lits !
- Oui à la réouverture des services et des hôpitaux fermés pour des économies budgétaires !

En ce qui concerne les droits et les services publics :

Comme l'a montré la pandémie du covid-19, les services publics sont des biens communs essentiels.

Les personnes retraitées sont des citoyens et des citoyennes comme les autres : ils et elles veulent vivre, vivre dans la dignité et le respect de leurs droits, **avec des services publics de proximité : droit d'accès aux soins, aux transports, aux services sociaux, aux services des Impôts, aux services postaux, etc.**

Nous avons droit à **une pension permettant de faire face au coût de la vie qui explose** actuellement et à **un logement digne et adapté**.

Nous refusons la dématérialisation à outrance des relations avec les administrations et les services : **Non au tout-internet !** Près d'une personne sur quatre n'a ni ordinateur ni tablette, il faut avoir la possibilité de rencontrer un agent, de bénéficier d'un accompagnement efficace.

Nous allons maintenant remettre le contenu de cette prise de parole et le tract d'appel au représentant de Madame la Préfète, mais nous ne pouvons nous quitter sans évoquer la dramatique situation internationale :

Nos organisations, condamnent l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, en violation de la souveraineté ukrainienne et de la charte des Nations Unies.

Une paix durable en Europe de l'Est passe par l'arrêt des bombardements, un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples.

Depuis le 24 février, les bombardements et les combats ont déjà fait plusieurs centaines de victimes civiles, et des milliers de blessé-e-s. Les civils et les hôpitaux deviennent des cibles de guerre. Dans ce contexte alarmant, nos organisations affirment leur solidarité :

- avec le peuple ukrainien qui résiste courageusement à l'agression, et en particulier avec les travailleurs et travailleuses et les organisations syndicales ukrainiennes ;
- avec les réfugié-e-s qui par centaines de milliers fuient le conflit. Les frontières européennes doivent être ouvertes et l'assistance garantie pour l'ensemble des réfugié-e-s, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur de peau ;
- avec celles et ceux qui en Russie et en Biélorussie s'opposent courageusement à la guerre, bravant la répression politique.

Nos organisations rappellent leur opposition à toute escalade militaire dont les conséquences, imprévisibles, peuvent conduire à un engrenage et à une confrontation généralisée. La voie vers une paix à long terme passe par la diplomatie, un désarmement négocié, le financement de plans pour la justice sociale et climatique qui devrait être la priorité des Etats plutôt que la relance des budgets militaires ou l'élargissement de l'OTAN.

Nous vous remercions de votre attention. Si le gouvernement se refusait à prendre en considération les exigences qui sont les nôtres, nous serions amenés à nous retrouver, tous unis, dans la rue, afin de défendre légitimement la cause des retraités et retraitées.

Le jeudi 24 mars 2022.